

aux producteurs certaines indications générales pour l'année actuelle. Pourrait-il aussi nous donner une idée des pouvoirs et de l'autorité que détient le ministère fédéral de l'Agriculture en regard de ceux dont jouissent les fonctionnaires des départements provinciaux pour stimuler la production?

L'hon. M. HANSON: Me serait-il permis de demander en outre au ministre d'exposer la politique générale du Gouvernement en ce qui concerne l'agriculture?

L'hon. M. GARDINER: C'est une tâche assez onéreuse à 10 heures et demie du soir. Il est assez difficile de répondre à la question de l'honorable représentant de Souris (M. Ross) qui veut savoir ce que nous devrions produire et en quelle quantité, pour les fins de la guerre. J'ai déjà dit ici même, je crois, et je le répète, que dans les pays qui ont un excédent de produits les cultivateurs ont toujours connu des difficultés avant une guerre et de plus grandes encore après l'ouverture des hostilités. Tel a été le sort de l'agriculture dans les pays situés en dehors des zones de guerre et produisant des denrées destinées à être consommées dans les autres pays, en particulier dans les régions qui constituent le théâtre de la guerre. C'est ce qui est arrivé lors de la dernière guerre et aussi depuis le commencement du présent conflit.

Je ne sais pas plus que les autres membres de la Chambre quand viendra le moment décisif dans la présente guerre. Lors de la dernière, ce fut en 1916, soit un peu plus de deux ans après l'ouverture des hostilités. Nous fondant sur ce qui s'est passé jusqu'ici, nous pouvons dire que dans le présent conflit, la période de difficultés pour les cultivateurs de notre pays sera un peu plus longue. En d'autres termes, nous avons connu une année où les difficultés n'ont pas manqué et nous voici assez avancés dans une deuxième au cours de laquelle elles ne manqueront pas et il est fort peu probable que les cultivateurs voient la fin de leurs misères au cours de cette année.

Je voudrais maintenant appeler l'attention de la Chambre sur le fait que le Canada possède plus de 500 millions de boisseaux de blé dans ses entrepôts. Cela veut dire que, sans tenir compte de ce que nous rapportera la récolte de cette année, nous avons assez de blé pour approvisionner pendant deux années le Canada, l'Angleterre, et les autres pays auxquels nous pourrions en exporter, à moins que ne se produise au cours de la présente guerre une situation que nous n'avons pas encore connue. Nous n'avons donc pas raison de dire ce soir que nous devrions produire plus de blé au Canada. Il y a peut-être lieu de dire que nous devrions réduire notre production plutôt que l'accroître au cours de l'été

prochain. Toutefois, aucune statistique ni rien dans l'histoire de la production du blé au Canada ou dans aucun autre pays ne peut permettre à qui que ce soit de conseiller de restreindre la production. J'hésiterais même à dire aux producteurs de limiter leurs emblavures, bien qu'étant donné les conditions d'entreposage en notre pays ils me semblent n'avoir rien de mieux à faire. Mais je ne suis pas du tout certain que dans deux ou trois ans on ne pourrait pas me reprocher d'avoir donné un mauvais conseil, même en un temps où le monde est en guerre comme il l'est aujourd'hui.

Les autres produits agricoles qui ont peut-être le plus alimenté les discussions au Canada en ces derniers temps sont les produits du porc, et en particulier le bacon. Je pense avoir déjà dit ici même, sinon je le dis aujourd'hui, qu'au cours de l'automne de 1939, immédiatement après la déclaration de guerre, le gouvernement anglais a pris la peine d'envoyer au Canada un personnage chargé d'étudier avec nous la question du bacon. Ce personnage se rendait à Washington pour y occuper un poste. Le gouvernement anglais lui a demandé de passer par le Canada et d'aller occuper son poste à Washington après avoir rempli sa mission en notre pays. Il était chargé de nous avertir de ne pas augmenter notre production de porcs à cause des demandes anglaises qui nous avaient été faites ou sur lesquelles nous pensions pouvoir compter par suite de la guerre. Il ne nous a pas dit non plus de ne pas l'accroître; il nous a laissés seuls juges de ce qu'il y avait à faire, mais nous a avertis qu'il ne faudrait pas ensuite reprocher à l'Angleterre de nous avoir demandé une plus forte production. Le pays en a tout de suite été informé. J'ai moi-même à plusieurs reprises signalé cette démarche dans toutes les parties du pays. Nous avons passé le renseignement aux représentants de toutes les provinces réunis ici aux fins de le recevoir. Nous leur avons dit que l'Angleterre ne nous avait pas laissé entendre qu'elle aurait besoin de plus de produits du porc, mais qu'au contraire, elle nous avait avertis clairement qu'elle ne voulait pas être blâmée de nous avoir conseillé d'accroître notre production des produits du porc, qu'elle nous avait laissés les seuls juges des décisions à prendre.

Durant les premières semaines de la guerre, nous avons découvert que notre statistique relative à l'élevage des porcs n'était pas véridique. Nous la croyions exacte, mais très peu de temps après la déclaration de la guerre, nous avons constaté que le nombre des porcs au Canada était supérieur à ce que la statistique nous le faisait croire. Cette année-là, nous avons conclu avec la Grande-Bretagne un accord stipulant la livraison de 291 millions

[M. Ross.]